

Isaie Dougnon

Point Sud, Centre de Recherche sur le Savoir Local, Bamako, Mali
pointsud@afribone.net.ml

“Il y a trop d’enquêtes et notre situation ne change pas” : Essai sur la crise de la production du savoir en milieu rural ?

Abstract

La collecte des données et la production du savoir sociologique en vue de transformer la vie des paysans en Afrique au Sud du Sahara a commencé dans les années 1920 grâce à une anthropologie coloniale destinée à contribuer “scientifiquement” à la pénétration capitaliste. Le système de parenté, le lignage, le droit coutumier et la structure politique dite pré-capitaliste étaient les thèmes à la mode. Dans les années 1960, un vaste mouvement intellectuel et politique développe un contre-discours anti-capitaliste (afro-marxisme, Saul Jonh 1985), souvent romantique, nourrit de la nostalgie agraire et d’une vision essentialiste des sociétés rurales qui cultive le conservatisme, le nationalisme et même l’afrocentrisme (Brass 1994). Pendant ces deux périodes historiques de la production du savoir, le paysan a été un acteur passif, un simple objet d’étude. Cela a conduit à un diagnostic erroné des maladies sociales par conséquent à des programmes éronnés pour leur résolution (Popkin 1979).

Cependant, les années 1980 et 1990 marquent une rupture au niveau méthodologique et épistémologique. Les agences internationales de développement découvrent la valeur du savoir local et demandent aux chercheurs en science sociale de leur en fournir un paquet complet (Brokensha & Warren 1995). En deux décennies, l’industrie des enquêtes rurales a poussé comme des champignons suivant la mode changeante des thèmes. Pour se faire, les chercheurs adoptent de nouvelles méthodes qui consistent à faire participer le paysan à la production du savoir. Ce dernier devient, *un anthropologist at home* (Brantengberg 1999).

Après deux décennies de participation aux enquêtes sociologiques commanditées par les agences internationales de développement (USAID; BM; IFM; GTZ; SNV; NU) et exécutées par les Universités du Nord et du Sud, les paysans se posent, de plus en plus, de questions sur l’utilité des enquêtes et de la recherche rural. C’est le cas à l’Office du Niger où ils martèlent: “Il y a eu trop d’enquête, les mêmes sujets ont été plusieurs fois repris et notre situation ne change pas.” N’importe quel chercheur habitué au milieu rural trouvera ces remarques pertinents. À qui profite les enquêtes ? Pourquoi sont-elles si nombreuses ? La recherche rurale a renforcé d’un côté le prestige et le pouvoir du trio : enquêteur/analyste-théoricien/chercheur universitaire (Chambers 1990) et de l’autre, l’apparition “d’informateurs rebels” qui en ont ras-le-bol. Ce nouveau contexte qui structure les relations entre le chercheur, l’enquêteur et le paysan reste encore peu analysé. Cet article, sur la base du matériel collecté à l’office du Niger, vise à traiter les trois catégories de problèmes soulevés par les enquêtes dans le milieu rural, à savoir : (1) la contradiction entre l’objectif du chercheur/académicien et les priorités des paysans, (2) la surcharges des enquêtes financées par les gouvernements nationaux, les Conseils de Recherche et les Fondations internationales, (3) l’avenir des relations entre le chercheur et le paysan dans la production, la valorisation et la diffusion du savoir local.